

La faim touche un milliard de personnes en 2009

La crise économique est dévastatrice pour les affamés du monde

Partage international n° [256](#) - Décembre 2009

D'après l'Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (Pam), la famine, accentuée par la crise économique mondiale, frappe le plus durement les pauvres des pays en développement, révélant la fragilité du système alimentaire mondial et l'urgence des réformes.

Avec la conjonction des crises alimentaire et économique, un niveau historique est atteint : plus d'un milliard d'individus sont sous-alimentés, selon les estimations de la FAO.

Presque tous les sous-alimentés vivent dans des pays en développement. Selon le Rapport annuel sur la faim, rédigé en 2009 en collaboration avec le Pam, en Asie et dans les pays du Pacifique quelque 642 millions de personnes souffrent de faim chronique ; 265 millions en Afrique sub-saharienne ; 53 millions en Amérique latine et dans les Caraïbes ; 42 millions au Proche Orient et en Afrique du Nord ; et 15 millions dans les pays développés.

Déjà bien avant les récentes crises, le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde augmentait, lentement mais sûrement, au cours de la dernière décennie, affirme le rapport.

Des progrès avaient été accomplis au cours des années 1980 et au début des années 1990 pour réduire la faim chronique, en grande partie grâce à l'accroissement des investissements dans l'agriculture faisant suite à la crise alimentaire du début des années 1970.

Entre 1995-1997 et 2004-2006, tandis que l'aide au développement consacrée à l'agriculture déclinait substantiellement, le nombre d'affamés avait augmenté partout sauf en Amérique latine et dans les Caraïbes. Puis les progrès accomplis ont été perdus également dans cette région.

L'accroissement du nombre de personnes souffrant de la faim au cours des périodes de baisse des prix et de prospérité économique, et les très fortes augmentations lors des périodes de hausse des prix et d'effondrement économique montrent la faiblesse du système de gestion de la sécurité alimentaire, affirme la FAO.

« Les leaders mondiaux ont réagi en force à la crise financière et économique et ont réussi à mobiliser des milliards de dollars en un temps très court. Une action tout aussi énergique est à présent nécessaire pour lutter contre la faim et la pauvreté, a déclaré Jacques Diouf, directeur général de la FAO. La situation est intolérable. Nous avons les moyens économiques et techniques pour éradiquer la faim. Ce qui manque, c'est la volonté politique. Investir dans l'agriculture des pays en développement est impératif. Un secteur agricole prospère est essentiel, non seulement pour surmonter la faim et la pauvreté, mais aussi pour assurer une croissance économique générale, la paix et la stabilité dans le monde. »

« Nous devons agir vite. Il est inacceptable, au 21. siècle, qu'un habitant sur six ait faim, déclare Josette Sheeran, directrice du Pam. Aujourd'hui, alors qu'il y a plus d'affamés que jamais, il y a moins d'aide alimentaire qu'auparavant. Nous savons ce qu'il faut faire pour subvenir aux besoins alimentaires d'urgence, nous avons simplement besoin des ressources et de l'engagement international. »

Plusieurs facteurs ont joué pour rendre la crise actuelle particulièrement dévastatrice pour les ménages pauvres des pays en développement. Premièrement, la crise affecte simultanément de grandes régions, réduisant les marges de manœuvres en matière de gestion de la valeur des devises, de l'offre de crédit, de l'utilisation de l'aide publique au développement ou des envois d'argent par les expatriés.

Deuxièmement, la crise économique se greffe sur une crise alimentaire qui a déjà épuisé les stratégies des pauvres. Confrontées au prix élevé des denrées alimentaires, à l'insuffisance de leurs revenus et au chômage, et ayant déjà vendu leurs biens, ayant déjà réduit leurs dépenses alimentaires, de santé et d'éducation, bien des familles tombent encore plus profondément dans le piège de la misère et de la famine.

Le troisième facteur qui rend cette crise différente de celles du passé réside dans le fait que les pays en développement sont davantage intégrés dans l'économie mondiale, tant financièrement que commercialement, qu'ils ne l'étaient il y a vingt ans, ce qui les rend plus vulnérables aux variations des marchés internationaux.

De nombreux pays voient s'effondrer leurs exportations, leurs investissements étrangers, et l'aide publique et privée. Cela engendre réduction d'activité donc chômage ; et pèse sur les programmes nationaux de relance économique et d'assistance aux nécessiteux.

Ainsi, les 17 plus grandes économies d'Amérique latine ont reçu 184 milliards de dollars d'apports financiers en 2007, 89 milliards en 2008, et 43 milliards seulement en 2009, précise le rapport. Ce qui signifie que la consommation va devoir décroître, que des pays déficitaires en nourriture vont devoir ajuster leur consommation, réduisant les importations de nourriture et d'autres produits comme les équipements médicaux et les médicaments.

Le rapport inclut des études compilées par le Pam sur cinq pays (Arménie, Bangladesh, Ghana, Nicaragua et Zambie) montrant combien les ménages

sont affectés par la chute des rentrées d'argent et autres impacts du déclin économique, et comment les gouvernements répondent à la crise en investissant dans l'agriculture et l'infrastructure et en élargissant les réseaux de sécurité.

Ces interventions aideront à sauver des vies et des familles, mais vu la sévérité de la crise, infiniment plus doit être fait.

La FAO et le Pam continuent à prôner une double approche afin de remédier durablement aussi bien à la famine provoquée par la soudaine pénurie alimentaire qu'à la famine chronique de longue durée, symptomatique d'une pauvreté extrême.

« Les petits producteurs ont besoin de semences de bonne qualité, de fertilisants, de fourrage et de technologies pour accroître la productivité et la production, explique J. Diouf, et leurs gouvernements ont besoin de moyens économiques et politiques afin de rendre les secteurs agricoles de leur pays plus productifs et plus dynamiques face à la crise. »

Sources : Communiqué de presse FAO

Thématiques : [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Divers](#) ()